



La Région
Auvergne-Rhône-Alpes



SOLUTION REGION

-

ACTION CŒUR DE VILLE MONTELMAR

Mise en place d'une aide aux travaux dédiée aux devantures commerciales

(Ville de Montélimar)

Règlement de l'aide régionale

Adopté le [Date de la CP]

Article 1. Finalités

La Ville de Montélimar souhaite mettre en place une aide spécifique aux travaux destinée à la remise en valeur des devantures commerciales afin de renforcer l'attractivité du périmètre commercial de son centre-ville.

Cette aide interviendra en complément de l'aide mise en œuvre par la Région Auvergne Rhône-Alpes en faveur du développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente et vitrine.

Cette aide sera conditionnée au respect des préconisations de l'Architecte des Bâtiments de France qui permettront de garantir la valorisation du patrimoine du centre historique de la Ville de Montélimar.

Article 2. Entité gestionnaire

Ville de Montélimar.

Article 3. Critères d'éligibilité

a) Bénéficiaires éligibles

Sont éligibles les entreprises répondant aux conditions cumulatives suivantes :

- Les micro-entreprises/TPE de moins de 11 salariés avec une surface de point de vente inférieure à 700 m² et dont le chiffre d'affaires est inférieur à 1 million d'euros.
- Les entreprises en phase de création, de reprise ou de développement.
- Les entreprises indépendantes ou franchisées et artisanales, avec un point de vente accessible au public et une vitrine ou les entreprises de métiers d'art reconnues par l'arrêté du 24 décembre 2015 fixant la liste des métiers d'art avec un point de vente accessible au public et une vitrine.
- Les entreprises ayant leur siège social basé à Montélimar.
- Les entreprises inscrites au registre du commerce et des sociétés (RCS) ou au répertoire des métiers ou relevant d'autres formalités obligatoires lors de la création
- Les entreprises à jour de leurs cotisations sociales et fiscales.

- La période de référence est constituée des 2 derniers exercices.
- La taille de l'entreprise s'apprécie au niveau consolidé lorsque des liens existent avec d'autres sociétés.

Sont exclues notamment :

- Les entreprises relevant du secteur de l'Economie sociale et solidaire (ESS) qui n'entrent pas dans le secteur marchand,
- Les succursales dépendant juridiquement d'une grande enseigne ou d'une entreprise dépassant les seuils fixés par le présent règlement,
- Les SCI.

b) Activités/projets éligibles

Les commerces de proximité avec un point de vente sont éligibles à cette aide.

Un point de vente (ou magasin) est un établissement de vente de détail avec un espace dédié dans le local d'accueil classé en établissement recevant du public. Il doit pouvoir accueillir la clientèle de l'entreprise et disposer d'une vitrine. Sont donc exclus les établissements auxiliaires, tels que les entrepôts ou les bureaux d'entreprise commerciales, sans chiffre d'affaires propre.

Le commerce de proximité se compose de commerces de quotidien, dans lesquels le consommateur se rend fréquemment, voire quotidiennement :

- Les commerces alimentaires spécialisés (boulangeries-pâtisseries, boucheries-charcuterie, poissonneries...),
- Les alimentations générales, les supérettes, les commerces sur éventaie et marchés, les traiteurs, les cafés-tabacs,
- Les commerces de détail (livres, journaux, papeterie, habillement, chaussures, bricolage, maroquinerie, parfumerie, opticien, bijouterie/horlogerie, meubles, articles de sport/loisir, fleuriste, tabac/presse...),
- Les laveries, blanchisseries, teintureries de détail, couturiers, cordonniers,
- Les garages, les distributeurs de carburant,
- Les soins de beauté : instituts de beauté, salon de coiffure/barbiers, ongleries, salle de sport/remise en forme...,
- La restauration,
- Les pharmacies,
- Les entreprises de métiers d'art,
- Les entreprises de restauration de monuments historiques ayant l'agrément Monuments Historiques (MH) ou la possession de certifications Qualibat correspondant à la restauration de Monuments Historiques (appréciation au cas par cas).

Sont exclus :

- Les professions libérales (secteurs juridique, santé, technique, cadre de vie etc...), banques, assurances et courtiers, experts-comptables, agences immobilières, professions paramédicales (orthopédistes, prothésistes...), taxis/transports de personnes et de marchandises/ambulanciers, auto-écoles,
- L'artisanat de production sans point de vente et les artisans du BTP (y compris avec un point de vente/showroom),
- L'hôtellerie indépendante et de chaîne, l'hébergement collectif (centre de vacances, centre d'accueil pour enfants, auberges de jeunesse, centre international de séjour, village de vacances, maison familiale de vacances, gîte de groupe et gîte individuel, meublé de tourisme etc... liste non exhaustive), l'hôtellerie de plein air (terrain de camping, parc résidentiel de loisir, hébergement hybride (projet associant hébergements et activités, prestations, services),
- Les maisons de santé.

Les projets pour lesquels une réponse existe dans une politique régionale sectorielle sont prioritairement orientés vers cette politique.

c) Périmètre d'application de l'aide

Les établissements concernés par l'investissement doivent être situés dans le centre-ville de Montélimar dont le périmètre correspond au périmètre ORT annexé au présent règlement.

d) Dépenses éligibles

Sont éligibles les investissements liés à la mise en valeur et à la rénovation d'une devanture commerciale, dans le respect des préconisations définies par la Ville de Montélimar en accord avec les prescriptions émises par l'Architecte des Bâtiments de France.

Sont concernés :

- Les travaux de rénovation des devantures commerciales (mise en accessibilité, menuiseries, éclairage, stores bannes et ses accessoires, marquises)
- Les travaux de rénovation de façade (mise en peinture, enduit)
- Les investissements de création et d'installation de dispositif d'enseignes.

Ne sont pas éligibles les dépenses suivantes :

- En cas de reprise d'entreprise, le rachat du mobilier, de l'enseigne. Seuls sont éligibles les nouveaux investissements,
- Les coûts de main d'œuvre relatifs aux travaux réalisés par l'entreprise pour elle-même,
- Les investissements immobiliers (gros-œuvre, terrasse, parking, extension de bâtiments etc...),
- Le matériel d'exposition (showroom) ou la constitution du stock,
- Les supports de communication consommables (plaquettes, flyers, cartes de visite, etc...),
- Les frais de maîtrise d'œuvre, de déménagement, de stockage durant les travaux, les frais d'étude,
- Aménagement/équipement de locaux attenants au domicile sans entrée indépendante pour la clientèle,
- Les dépenses financées par un crédit-bail ou sous forme de leasing (ou location avec option d'achat, ou location longue durée).
- Une même entreprise ne pourra bénéficier qu'une seule fois du dispositif sur une période de 3 ans, à moins qu'il s'agisse d'un projet concernant de nouvelles activités.

e) Conditions

L'aide est soumise au dépôt et à l'obtention des différentes autorisations d'urbanisme requises auprès des services compétents :

Pour la façade : Déclaration Préalable de Travaux

Pour l'enseigne : Demande d'Autorisation Préalable d'Enseigne

Pour l'ERP (accessibilité et sécurité) : Demande d'Autorisation de Travaux

Pour guider les professionnels dans l'élaboration de leurs projets, des « fiches-conseils » annexées au présent règlement sont consultables sur le site de la Ville de Montélimar, et des rendez-vous conseils sont proposés avec les techniciens de la Ville de Montélimar et de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine.

Article 3. Montant de l'aide

L'aide prend la forme d'une subvention, elle est fixée à 30 % du montant hors taxe des travaux sur le périmètre défini. Quel que soit le montant réel hors taxe des travaux, la dépense prise en compte est plafonnée à 10 000€. Elle pourra être portée à 15 000€ maximum lorsque la devanture commerciale

présente un caractère patrimonial, architectural ou historique particulier de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine et de la Commune.

Les subventions ne peuvent être octroyées que dans la limite de l'enveloppe budgétaire votée à cet effet par délibération du Conseil municipal.

Complémentarité avec des aides d'autres structures publiques :

Au-delà de 10 000€ de dépenses éligibles, cette aide offrira le cofinancement local nécessaire à la mobilisation de l'aide régionale « Aide au développement des entreprises commerciales et artisanales avec point de vente » sous réserve de répondre aux critères d'éligibilité définis par le règlement régional.

Article 4. Dépôt des demandes et mise en œuvre

a) Dépôt et instruction des dossiers :

Les entreprises devront solliciter l'aide auprès des services de la ville de Montélimar, par courriel actioncoeurdeville@montelimar.fr ou par téléphone 04 75 53 17 47.

Pour l'aide régionale complémentaire, la demande sera déposée selon les modalités fixées dans le règlement régional de l'aide en vigueur au moment du dépôt du dossier.

Constitution du dossier :

- Formulaire de demande de subvention (annexe dûment rempli)
- Récépissés de dépôt des autorisations d'urbanisme et de demandes d'enseignes
- RIB
- Devis précis et détaillé des travaux à réaliser en hors taxe.
- Echantillon des matériaux et/ou référence des couleurs

Instruction du dossier

Chaque projet sera soumis à un comité de pilotage composé de l'élue déléguée à l'Urbanisme, de l'élue déléguée au commerce, d'un technicien du service d'urbanisme et du technicien en charge du commerce dans le dispositif « Action Cœur de Ville » et du technicien de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine.

L'avis du comité de pilotage est notifié au demandeur par courrier électronique avec accusé de réception. Il précise le montant estimatif de l'aide calculé sur la base du devis présenté.

b) Modalités de paiement de la subvention :

Le versement de la subvention se fera en une seule fois, sur présentation des justificatifs suivants :

- -Un état récapitulatif des dépenses attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, accompagné des **factures acquittées** par le fournisseur, relatives à l'opération aidée, ou sur production d'une attestation établie par l'expert-comptable ou le commissaire aux comptes de l'entreprise, certifiant le montant et la nature des investissements réalisés, ainsi que la date à laquelle ils l'ont été,
- La Déclaration d'Achèvement et de Conformité des Travaux validée par le Maire de la Commune.

Si le montant des factures est inférieur au montant des devis composant le dossier, la subvention versée sera recalculée au prorata de cette différence.

En revanche, si le montant des factures dépasse le montant des devis composant le dossier, la subvention restera celle inscrite dans le courrier de notification.

Article 5. Obligations et engagement des bénéficiaires

Le bénéficiaire s'engage à utiliser la subvention conformément à l'emploi initialement prévu.

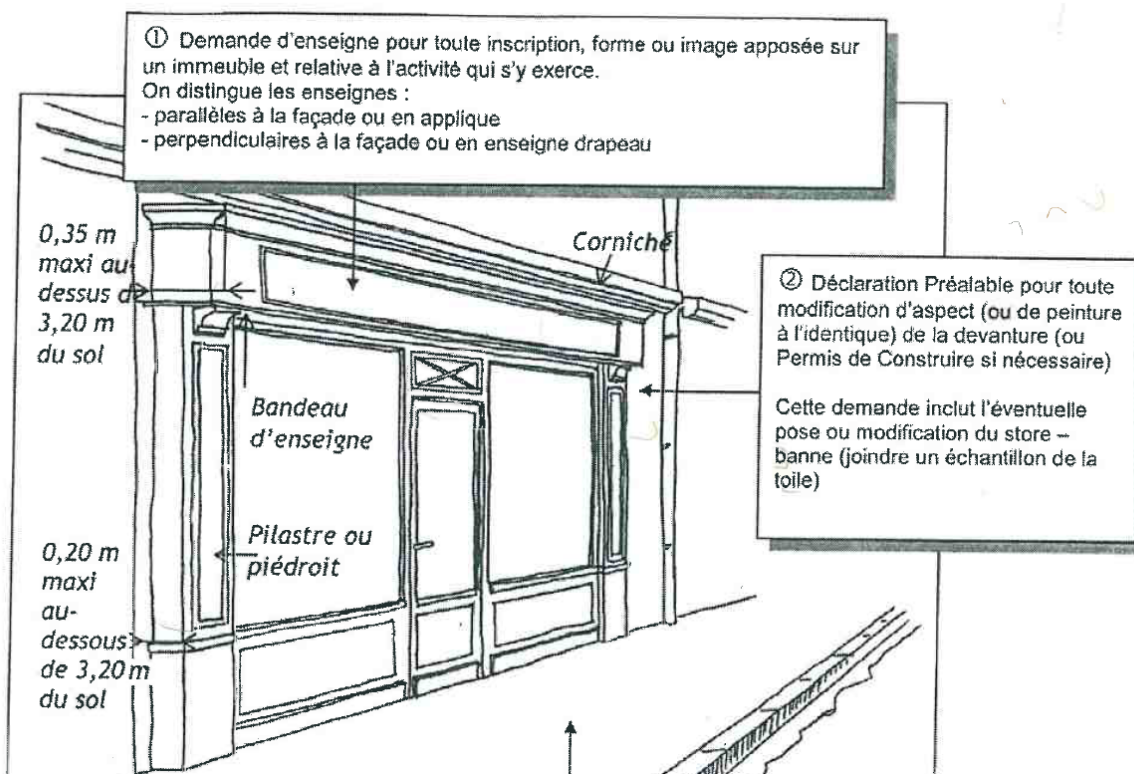
Les entreprises mandatées par le bénéficiaire doivent solliciter auprès de la Police Municipale une permission de voirie pour l'occupation temporaire du domaine public au minimum 15 jours avant le début prévisionnel des travaux.

Le bénéficiaire devra s'assurer durant toute la durée des travaux du respect des prescriptions mentionnées dans les arrêtés et notamment le maintien en état de propreté du domaine public et le respect des règles en matière de bruit.

Le bénéficiaire s'engage à assurer la publicité de l'aide qui lui a été octroyée par la ville de Montélimar et par les cofinanceurs selon les modalités précisées par chaque financeur.

Le dispositif donne des montants maximaux d'aides, qui devront le cas échéant être modulés à la baisse en fonction de la taille de l'entreprise et de la localisation du projet afin de respecter les règles communautaires de cumul d'aides publiques.

- Règlement de minimis N° 1407/2013 modifié par le règlement (UE) n°2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 relatif à sa prolongation ;

ANNEXES**Rappel des demandes à déposer**

1. **Demande d'Autorisation Préalable d'Enseigne** (CERFA 14798*01) à compléter et adresser à la DDT (ddt-pub@drome.gouv.fr)
2. **Déclaration Préalable de Travaux** (CERFA 13404*07) à compléter et adresser au service Urbanisme en 5 exemplaires.
3. **Autorisation de Travaux**, Accessibilité et Sécurité des Etablissements Recevant du Public, (CERFA 13824*04) à compléter et adresser au service Urbanisme en 3 exemplaires.

Service Urbanisme
Centre Municipal de Gournier
19 Avenue de Gournier
26200 MONTELIMAR
(service.urbanisme@montelimar.fr)

Il existe deux grands types de devantures commerciales : la devanture en feuillure (ou en tableau) et la devanture en applique (ou en coffrage).

La **devanture en feuillure** est caractérisée par un positionnement dans l'épaisseur de tableaux de façade. Il faut respecter ce retrait (15 cm) et éviter de positionner les châssis au nu de la façade.

Les ouvertures correspondant aux vitrines sont en harmonie avec la composition des travées de la façade, même si leurs tailles sont différentes.

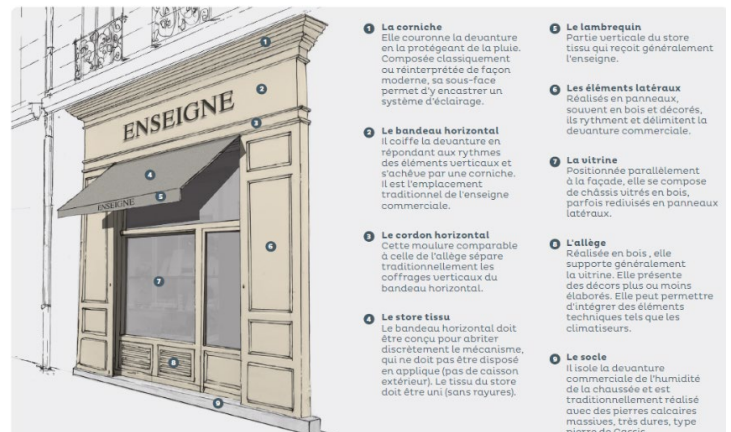
Il faut respecter cette harmonie entre le RDC et les étages.

Si le bâtiment comprend une porte extérieure d'accès aux étages, elle doit être différenciée du commerce.

La **devanture en applique** est constituée d'un ensemble menuisé en saillie par rapport au nu de la façade (de 15cm à 20 cm). Elle est composée d'une partie horizontale supérieure (bandeau) et de deux caissons latéraux (piédroits) permettant à l'origine de loger des volets de fermeture repliables (bois ou métal) et d'un socle maçonné, surmonté d'une allège menuisée.

Cette devanture en bois massif est peinte et ses panneaux en modénatures sont moulurés.

Quand le RDC d'un bâtiment a été trop percé, la pose d'une devanture en applique peut être une alternative intéressante.



Fiche Conseils enseignes commerciales

Il existe deux grandes catégories d'enseignes : les enseignes bandeau et les enseignes drapeau.

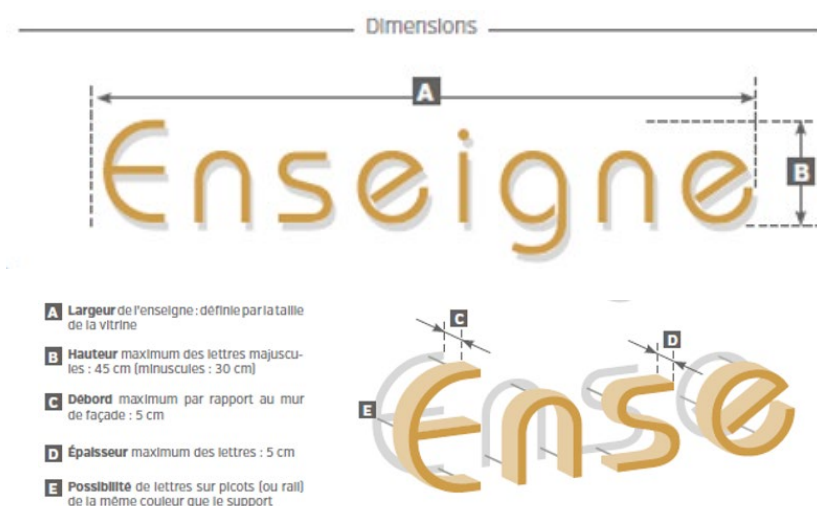
L'enseigne bandeau est fixée à plat ou parallèlement sur le mur. Elle est généralement l'enseigne principale du commerce. Elle informe sur l'activité du commerce et ne doit pas dépasser la largeur de la devanture, ni empiéter sur l'étage supérieur. Elle suit le rythme des vitrines et ne doit en aucun cas être fixée sur les détails d'architecture.

L'enseigne en lettres découpées indépendantes sera privilégiée, avec une hauteur de lettre maximum de 30 cm. La pose d'un panneau ne sera autorisée que pour des raisons techniques particulières, il ne dépassera pas 40 cm de hauteur.

Positionnement : au-dessus de la vitrine

Eclairage : indirect

Texte de l'enseigne : limité à 2 lignes maximum



L'enseigne drapeau est posée perpendiculairement à la façade, soit suspendue, soit maintenue sur le côté. Son nombre est limité à 1 et sa taille est limitée à 60 cm x 60 cm



Fiche Conseils matériaux et coloris

En privilégiant les matériaux de qualité, on privilégie un aspect pérenne et esthétique de la devanture. Tout comme pour les couleurs, la sobriété dans le choix des matériaux est à favoriser. **Bois, pierre, métal ou verre** seront choisis en fonction de la meilleure intégration possible dans l'architecture du bâtiment.

Les matériaux brillants et réfléchissants sont proscrits.

Le commerce faisant partie de l'ensemble d'un bâtiment, il est important que **sa devanture s'intègre parfaitement à la façade du bâtiment support.**

En ce qui concerne les **coloris des menuiseries ou du lettrage des enseignes**, il est recommandé de n'utiliser qu'une seule couleur de lettrage et qu'une seule couleur de fond (pas de motifs).

Les couleurs seront en harmonie avec le reste de la façade, en évitant les couleurs primaires et les teintes trop vives ou saturées. Elles seront choisies avec un aspect satiné ou mat. Le noir et le blanc pur sont interdits

Les vitrophanies extérieures posées sur les vitrines sont proscrites.

montélimar
agglomération

0 50 100 200 m

Échelle : 1/10 000

- Périmètre DRT et Action Cœur de Ville
- Proposition périmètre CPAH
- Parcelles
- Sections cadastrales